

LE 10^{ème} HOMME

Son devoir est de penser différemment

25 avril 2020

La dure leçon du Coronavirus pour l'Union européenne

Par Bill Wirtz



Les Dessous de l'Union Européenne

Crédits photos : MNBB Studio/ Shutterstock.com

Introduction

Le Coronavirus (COVID-19) ravage le continent européen. Il est aujourd'hui quasiment impossible de lire autre chose dans les dix premières pages de vos journaux. Même les magazines de sports sont affectés, avec une majorité écrasante d'événements sportifs reportés ou annulés et cela pour une durée indéterminée. Avec, [aux chiffres d'aujourd'hui](#) 2,7 millions d'infectés et 190'000 morts, ce virus représente le plus grand défi sanitaire de ce début de siècle et amène l'économie européenne vers une grande récession.

Malheureusement, dans ma lettre d'avril je ne vais pas pouvoir vous épargner ce sujet. Tous mes voyages à Bruxelles et Strasbourg (enfin, tous mes voyages en général...) ont été annulés. La plupart de mes entretiens se font désormais via téléphone. Comme vous le savez, je ne suis pas virologue ou épidémiologiste, donc je vous parlerai de ce que je connais le plus : la politique de l'Union européenne.

Peu remarqué et commenté, cette crise a pourtant porté un coup énorme à l'Union européenne. L'efficacité, l'autorité, et la cohérence de l'union ont été mises en question, et marquera encore longtemps cette législature. Afin de vous expliquer ce qui s'est passé, cette lettre vise à :

- Expliquer la réponse de la Commission européenne face à la crise
- Discuter des conséquences des mesures monétaire à venir (côté paiements directs, et côté banque centrale)
- Analyser les implications du virus sur l'accord Schengen

Table des matières

Introduction	2
Une réponse pas si européenne	3
Pourquoi la Pologne ?	4
L'enquête des uns... est le profit des autres	5
Les frontières sont revenues... mais vont-elles rester ?	6
Conclusion	8

Une réponse pas si européenne

Pendant que l'Espagne et l'Italie souffraient sous le poids de cette crise sanitaire, l'Union européenne s'est avérée impuissante. De nombreux pays de l'UE ont notamment imposé des interdictions d'exportations de matériel sanitaire, afin d'éviter des pénuries chez eux. Avec la libre circulation interrompue, ce pilier de l'Union européenne, la question se pose de savoir ce que peut faire Bruxelles en temps de crise.

Les états européens ont tout d'abord commencé par un « moi d'abord », où ils ont mis en place des contrôles aux frontières qui ont laissé d'autres citoyens européens bloqués. Les discussions bilatérales sont venues ensuite. L'Allemagne, la Suisse, l'Autriche et le Luxembourg ont ouvert leurs hôpitaux pour soigner les patients des pays les plus touchés. La France et l'Allemagne ont fait don de plus de masques à l'Italie que la Chine, selon la Commission européenne, qui a peur de perdre le support public.

En effet, durant la première phase de la crise, la Russie et la Chine ont envoyé des fournitures médicales en Italie, tandis que ses voisins les plus proches n'ont pas répondu immédiatement aux appels à l'aide et ont même bloqué les exportations sanitaires. Ce fut un scandale largement médiatisé.

Le 3 avril, la Commission européenne renonce à toutes les taxes douanières pour le matériel médical... avec plus d'un mois de retard.

En Hongrie, le gouvernement de Viktor Orban utilise la situation pour prendre les pleins pouvoirs, à travers un décret qui lui donne tout le pouvoir exécutif et législatif sans date limite.



Cette mesure tout à fait contraire aux valeurs démocratique de l'union, a déclenché une réponse tardive de la présidente de la Commission européenne, madame Ursula Von der Leyen. Sa déclaration tardive condamnant la disparition de l'Etat de droit à Budapest était absolument sans mordant : elle ne contenait même pas le mot "Hongrie".

En terme d'argent investi, la Pologne sera le premier bénéficiaire du plan d'investissement dans le domaine des coronavirus lancé par la Commission européenne. En effet, elle recevra plus de 7 milliards d'euros, tandis que l'Italie recevra moins d'un tiers de cette somme. Pourtant, et ce n'est un secret pour personne, ce dernier a été nettement plus touché par la pandémie.

La Commission a présenté un plan d'investissement de plus de 37 milliards d'euros qui sera acheminé en urgence vers les pays de l'UE. Cet argent serait consacré aux dépenses de santé liées aux coronavirus, comme l'achat d'inhalateurs, de masques et d'équipements hospitaliers, ainsi que des programmes d'emplois à court terme et un soutien aux petites et moyennes entreprises touchées par la crise.

Pourquoi la Pologne ?

Beaucoup de mes lecteurs se rappellent que la présidente Von der Leyen est passée de justesse aux élections du Parlement européen à Strasbourg en juillet. Voici ce que j'en disais dans un article paru sur Contrepoints le 17 juillet 2019 :

"Une source du parti [PiS](#) (le parti au pouvoir en Pologne) [explique](#) au journaliste Oskar Górczyński de Wirtualna Polska que c'est un appel de la chancelière Angela Merkel qui a fait basculer quelques eurodéputés polonais [pour voter pour Ursula Von der Leyen]. Que leur a donc promis madame Merkel ? Davantage d'argent à travers les subventions agricoles ? L'abandon de la procédure de [sanction d'article 7](#) contre la réforme de la justice en Pologne ? Seule madame Merkel le sait et elle ne vous le dira pas."

L'enquête des uns... est le profit des autres

En plus du plan d'investissement, les ministres des finances de l'UE ont convenu d'un plan de sauvetage de 500 milliards d'euros pour les pays européens durement touchés par la pandémie. Le président de l'Eurogroupe, Mário Centeno, a annoncé l'accord, conclu après des discussions marathon à Bruxelles. La BCE a déclaré que le bloc pourrait avoir besoin de 1,5 milliard d'euros pour faire face à la crise. Les entreprises en Europe arrivent en grand nombre pour demander des aides auprès des Etat membres.

Les secteurs de l'aviation, de la logistique ou du tourisme demandent tous des aides directes de l'Etat. Pour moi, cette logique est problématique.

La mentalité de court terme est l'un des principaux défauts du capitalisme moderne. De nombreuses entreprises et secteurs ont été extrêmement rentables au cours de la dernière décennie, mais le marché actuel encourage l'utilisation de ces profits pour faire monter les cours des actions à court terme. Et lorsque quelque chose d'inattendu se produit, ces entreprises n'ont pas de réserve et s'adressent au gouvernement en plaidant la pauvreté.

Il est par exemple incroyable que de grandes sociétés de conseil comme McKinsey déclarent que *"dans le passé, nous avons constaté que les entreprises pouvaient généralement se contenter de liquidités inférieures à 2 % de leurs revenus"*. On ne peut s'attendre à ce qu'une entreprise survive à un événement imprévu avec moins de 2 % de liquidité. C'est un conseil grandement imprudent et c'est pourtant des recommandations standards dans l'industrie des consultants. Cependant, les investisseurs doivent eux aussi se poser la question comment ils ont pu accepter de tels risques. Il n'est ni viable fiscalement ni socialement de conserver un système qui repose entièrement sur un sauvetage constant des industries.

Ces sauvetages risquent de perpétuer cette irresponsabilité entrepreneuriale en transférant le risque sur les états tout en mettant la stabilité de nos monnaies à rude épreuve.

Les frontières sont revenues... mais vont-elles rester ?

"Papiere bitte !" (Vos papiers !) est un ordre qui n'a pas été prononcé depuis longtemps à la frontière avec l'Allemagne, mais en tant que citoyen du Luxembourg je l'entends désormais si j' de traverser la Moselle. Berlin a ordonné la fermeture des frontières avec le Luxembourg, la France, l'Autriche, le Danemark et la Suisse. Des gardes masqués contrôlent les voitures, ne laissant sortir et rentrer que les frontaliers et les fonctionnaires.

Selon le Département des migrations et des affaires intérieures de la Commission européenne, neuf pays ont commencé à renforcer leurs frontières pour faire face à l'épidémie de coronavirus (COVID-19). Il s'agit de la France, la Norvège, l'Estonie, l'Allemagne, la Lituanie, la Pologne, la Suisse, la république tchèque, la Hongrie, l'Autriche et la Belgique. Ces restrictions s'appliquent à des degrés divers et sont autorisées pour une période initiale de 10 jours en vertu de l'accord de Schengen.

L'accord de Schengen est rempli d'astérisques, qui sont apparus pour la première fois lorsque l'Europe a connu une vague de terrorisme islamique à partir de 2015. Les pays participants peuvent demander des **exceptions à l'accord de Schengen** s'ils estiment que les menaces **pour leur sécurité nationale** sont trop importantes. En France, à la suite des attentats terroristes de novembre 2015, François Hollande a instauré des contrôles d'identification obligatoires pour les arrivées dans les aéroports français. Aujourd'hui encore, la France applique des restrictions à l'accord de Schengen qui ne cessent d'être étendues. Dans l'hémisphère nord, les pays scandinaves font respecter leurs frontières en raison des menaces terroristes provenant de Suède.

Le véritable défi pour la zone Schengen a été la crise des réfugiés de 2015. Le président du Conseil européen de l'époque, Donald Tusk, l'a qualifiée de "course contre la montre pour sauver Schengen". Les pays qui étaient permissifs dans l'octroi du statut de réfugié - accordant ainsi l'asile dans leur propre pays - étaient incapables de garantir à leurs voisins que les personnes auxquelles ils accordent le statut de protection ne traverseraient pas la frontière. De plus, les réfugiés arrivant sur les côtes grecques traversaient des pays d'Europe centrale comme la Hongrie pour se rendre ensuite en Allemagne, qui avait déclaré accepter le plus d'entrées.

Craignant que cet afflux ne constitue une menace pour son héritage judéo-chrétien, le Premier ministre hongrois a fermé la frontière et a rejeté tout mécanisme obligatoire de redistribution des réfugiés de l'UE. L'effondrement de l'accord de Schengen n'a été évité que lorsque l'UE a conclu un accord sur les migrants avec la Turquie, qui garantissait à l'Europe qu'un nombre plus restreint de migrants traverserait les mers pour se rendre sur le continent européen. J'ai discuté de la relation entre la Turquie et l'Union européenne dans [ma lettre de novembre](#).

Alors que de nouveaux migrants atteignent la frontière entre la Turquie et la Grèce, l'Union européenne a adopté une position ferme sur le maintien de sa fermeture, afin de garantir le traité de Schengen. La réalité est qu'**ils se sont heurtés à un faux problème**.

Avec le développement du coronavirus, les pays de l'espace Schengen ferment leurs propres frontières. Qu'ils le fassent ou non parce qu'ils pensent qu'une réponse européenne coordonnée serait inefficace, ou qu'ils le font pour des raisons de politique intérieure, cela n'a aucune importance. Le simple fait que les frontières aient refait surface en Europe est un échec pour l'intégrité de l'accord d'ouverture des frontières de Schengen. Cela n'est pas passé inaperçu à Bruxelles.

Dans une première déclaration, l'Union européenne a fait face à l'interdiction de voyager de l'administration Trump [en la condamnant](#), mais elle [introduisit](#) sa propre interdiction de voyager à partir d'États non membres de l'UE [quatre jours plus tard seulement](#). Il faut cependant bien comprendre qu'elle a "introduit" et non "imposé" : l'UE ne peut pas prendre cette décision, c'est aux pays signataires de Schengen de bloquer l'accès aux voyageurs extérieurs. L'UE a suggéré une interdiction de voyager pour les résidents hors UE afin de convaincre indirectement ceux qui avaient déjà fermé leurs frontières intérieures de les rouvrir à leurs voisins européens, sans grand résultat. Il est peu probable que des pays comme la Hongrie, la Pologne et la République tchèque prennent leurs ordres de Bruxelles.

Conclusion

Il n'existe pas de réponse coordonnée de l'UE à cette crise. Bruxelles est donc confrontée à une crise de confiance. Face à une crise d'une telle ampleur, il n'existe pas de solution évidente à l'échelle de l'Union, ni de tests ou de recherches coordonnés.

Pire encore, les institutions de l'UE sont les spectateurs des conflits entre ses pays membres, qui tentent de limiter les exportations de matériel médical afin de les garder pour eux. En temps de crise, l'influence et la capacité réelles de l'UE à résoudre les problèmes entre ses membres se sont révélées très faibles. L'UE semble n'être finalement qu'un porte-monnaie dans lequel les membres cherchent à se servir.

À l'heure actuelle, les pays sont confrontés à une crise de carence en lits d'hôpitaux, d'équipements médicaux et de ressources. L'Union européenne a été une spectatrice impuissante dans l'œil de la tempête. Elle a regardé les pays refuser unilatéralement d'appliquer ses principes ou ses accords et n'est pas équipée pour résoudre des conflits internes.

Lorsque cette crise sera terminée, il est fort probable que l'accord de Schengen et l'ouverture des frontières en Europe mettra longtemps avant de s'en remettre. Pire que ça pour les institutions européennes : ce sera la confiance générale dans l'Union qui sera dégradée.

1. L'information publiée dans cette publication. Cette publication fournit des informations et du matériel de nature générale. Vous n'êtes pas autorisés ni ne devez compter sur ce guide comme une source de conseils juridiques, de conseils d'entreprise, ou de conseils de toute autre nature. Vous agissez à vos propres risques en vous appuyant sur le contenu de ce guide. En aucun cas les propriétaires ou auteurs de ce guide ne peuvent être tenus responsables des actions, décisions ou tout autre comportement auxquels vous vous prêtez ou non se fondant sur le contenu de ce guide.

2. Risques reliés à l'utilisation de cette publication. Les auteurs ou propriétaires de cette publication ne seront pas tenus responsable pour toute pertes, dommages ou réclamations résultants d'événements relevant des catégories suivantes :

- (1) Les erreurs commises par l'utilisateur de tout logiciel ou service en lien avec ce guide, e.g., les mots de passe oubliés, les paiements envoyés aux mauvaises adresses Bitcoin ou autres cryptomonnaies et les suppressions accidentelles de portefeuilles.
- (2) Les problèmes de logiciel de site Web et/ou de tout logiciel ou service en lien avec ce guide, e.g., les fichiers portefeuille corrompus, les transactions incorrectement construites, les logiciels malveillants et/ou tout logiciel ou service en lien avec ce guide.
- (3) Les défaillances techniques dans le matériel de l'utilisateur de tout logiciel ou service en lien avec ce guide, e.g., la perte de données attribuable à un périphérique de stockage défectueux ou endommagé.
- (4) Les problèmes de sécurité rencontrés par l'utilisateur de tout logiciel ou service en lien avec ce guide, e.g., les accès non autorisés aux portefeuilles et/ou aux comptes des utilisateurs.
- (5) Les actions ou inactions de tiers et/ou les événements rencontrés par des tiers, e.g., les faillites des fournisseurs de services, les attaques de sécurité à l'information ciblant les fournisseurs de services et les fraudes menées par des tiers.

3. Risques d'investissement. L'investissement dans les actions, Bitcoins et autre cryptomonnaies peut mener à des pertes financières sur de courtes ou même de longues périodes. Les investisseurs doivent aussi anticiper de larges fluctuations dans les prix. L'information publiée dans ce guide ne peut garantir que les investisseurs ne subiront pas de pertes financières.

4. Aucune garantie. Ce guide est fourni « tel quel » sans aucune garantie d'aucune sorte concernant le guide et/ou tout contenu, données, matériel et/ou services mentionnés dans cette publication.

